

Unité interdépartementale Loire Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42 000 Saint-Étienne

Saint-Étienne, le 27 septembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/09/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MABTOOLS (ex : MOLEMAB FRANCE)

9 rue de l'Innovation
BP. 20782
42000 Saint-Étienne

Références : UID4243-DSSP-023-0349
Code AIOT : 0006105118

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 8 septembre 2023 dans l'établissement MABTOOLS (ex : MOLEMAB FRANCE) implanté 9 rue de l'Innovation 42 000 Saint-Étienne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'effectue à la demande de Molemab qui avait déposé un dossier de cessation d'activité et qui souhaite connaître les démarches à entreprendre dans ce cadre. Par ailleurs la visite de Molemab était également prévu au titre du plan prévisionnel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MABTOOLS (ex : MOLEMAB FRANCE)
- 9 rue de l'Innovation 42000 Saint-Étienne
- Code AIOT : 0006105118
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

MABTOOLS est une société qui conçoit, développe et fabrique une ligne complète de produits de tronçonnage, ébavurage et ébarbage à destination de la distribution industrielle, implantée à Saint-Étienne (42). Elle est connue, sous l'appellation MOLEMAB, classée au titre des ICPE (installations

classées) en régime d'autorisation par un arrêté préfectoral (AP) du 7 octobre 1992, remplacé par l'AP du 26 janvier 2007 suite à des modifications d'activités et de la nomenclature ICPE, sous le régime de la déclaration.

Ses activités ont par la suite évolué et elle a transmis à l'inspection une étude sur le classement ICPE de son site en 2021. Ce rapport montre que son activité ne serait plus classable dans la nomenclature et l'exploitant a questionné l'inspection sur les démarches à réaliser pour acter cette sortie de classement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Cessation d'activité et plan prévisionnel de contrôle

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension... .

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	situation administrative	Décret du 21/07/2021	/	Prescriptions complémentaires	6 mois
2	rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 06/02/2007, article annexe 2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 06/02/2007, article 1.4.5	/	Prescriptions complémentaires	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'activité de Molemab relève de la rubrique 2940-2 sous le régime de l'enregistrement. Cette rubrique n'est pas visée dans l'arrêté actuel de l'exploitant.

Il est attendu que l'exploitant se positionne par rapport aux prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 12/05/2020.

Par ailleurs, l'exploitant dispose toujours d'un arrêté d'autorisation qui régleme les activités de son établissement. Cet arrêté, tout comme l'arrêté ministériel du 12/05/20 prévoit une surveillance de rejets atmosphériques que l'exploitant n'effectue pas. Il est donc proposé à monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : situation administrative

Référence réglementaire : Décret du 21/07/2021
Thème(s) : Situation administrative, fabrication de disques abrasifs
Prescription contrôlée : Rubrique 2940 (Rubrique modifiée par le décret n° 2006-678 du 8 juin 2006, par le Décret n°2017-1595 du 21 novembre 2017 et le Décret n°2020-559 du 12 mai 2020) : Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre

des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801.

Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant :

a) Supérieure à 100 kg/j : (E)

Nota : Le régime de classement est déterminé par rapport à la quantité de produits mise en œuvre dans l'installation en tenant compte des coefficients ci-après.

– Les quantités de produits à base de liquides inflammables à mention de danger H224, H225 ou H226 ou de liquides halogénés, dénommées A, sont affectées d'un coefficient 1.

– Les quantités de produits à base de liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C ou contenant moins de 10 % de solvants organiques au moment de l'emploi, dénommées B, sont affectées d'un coefficient 1/2.

Si plusieurs produits de catégories différentes sont utilisés, la quantité Q retenue pour le classement sera égale à : $Q = A + B/2$.

Constats :

Lors de la visite de l'atelier de l'entreprise, il est constaté que la fabrication des disques abrasifs s'effectue par un mélange de produits abrasifs en grain avec de la résine en poudre et de la résine liquide dans une cuve d'une capacité de 200 l.

Ce mélange est ensuite déposé sur un disque composite puis recouvert d'une feuille ou fibre composite pour impression afin d'être pressé.

Plusieurs disques sont constitués sous forme de pile.

Ces piles de disques sont ensuite placées dans un four pour être polymérisées (il ne s'agit pas d'une véritable polymérisation mais d'un durcissement des résines).

La résine liquide est maintenue à la température de 20 °C dans une cuve d'une capacité de 1 000 l afin de produire des disques de qualité identique tout au long de l'année.

La recette est majoritairement composée de grains abrasifs (environ 85 %), la résine ne servant que de liant.

Observations :

Il ressort que ce procédé peut être classé au titre de la rubrique 2940-2. En effet, l'utilisation de résine et la cuisson de cette dernière ressort de cette rubrique.

Concernant la quantité mise en jeu, la résine représente 15 % soit 30 l sur les 200 l de la capacité de la cuve. Cette cuve pouvant servir jusqu'à 8 fois par jour.

D'après les FDS transmises par l'exploitant, les résines utilisées ne rentrent pas dans les quantités de produits à base de liquides inflammables à mention de danger H224, H225 ou H226 ou de liquides halogénés, dénommées A. Elles sont à comptabiliser en tant que catégorie B au titre de cette rubrique.

On peut donc diminuer la quantité par 2 de produits utilisés soit 15 kg à chaque recette et au maximum 120 kg/j soit une quantité supérieure au seuil de la rubrique enregistrement. Par ailleurs, le maintien dans une cuve chauffée de 1 000 l pourrait être également inclus dans cette quantité mais cela ne modifierait pas le régime.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2007, article annexe 2
Thème(s) : Risques chroniques, rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : ANNEXE 2 – REJETS ATMOSPHÉRIQUES 1 – VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHÉRIQUES Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 °K) et de pression (1,013.105 Pa) après déduction de la vapeur d'eau. Paramètres : Valeurs limites calculés sur gaz sec, Concentration en mg/Nm ³ , Périodicité des mesures : 1 an, COV : 110 mg/Nm ³ si flux > 2 kg/h, COV visés à l'annexe III de l'arrêté du 02/02/1998 : 20 mg/Nm ³ si flux > 0,1 kg/h, Ammoniac : 50 mg/Nm ³ si flux > 0,1 kg/h, Poussières : 150 mg/Nm ³ si flux < 0,5 kg/h, 100 mg/Nm ³ si flux > 0,5 kg/h. La valeur limite pour les COV s'applique à chaque rejet canalisé. Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 30% de la quantité de COV utilisée (solvants utilisés, COV réactifs). 2 – CONTRÔLE DES REJETS 2.1 – Les mesures sont effectuées par un organisme agréé ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées selon les périodicités définies dans le tableau ci-dessus. Au cours de la première campagne de mesures (à compter de la date de signature du présent arrêté), il sera procédé à une caractérisation de la totalité des COV rejetés. Les résultats seront comparés, pour chaque type de COV, aux valeurs limites fixées par l'arrêté ministériel du 2 février 1998. À défaut de méthode spécifique normalisée et lorsque les composés sont sous forme particulaire ou vésiculaire, les conditions d'échantillonnage iso cinétique décrites par la norme NFX 44.052 sont respectées. Ces mesures sont effectuées sur une durée voisine d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. En cas d'impossibilité, liée à l'activité ou aux équipements, d'effectuer une mesure représentative des rejets, une évaluation des conditions de fonctionnement et des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée. 2.2 – Les résultats des contrôles sont transmis à l'inspecteur des installations classées dès réception du rapport. 2.3 – La transmission des résultats des contrôles visés aux deux alinéas précédents est accompagnée de commentaires • sur les dépassements constatés et leurs causes

<ul style="list-style-type: none"> • sur les actions correctrices prises ou envisagées • sur les conditions de fonctionnement de l'installation (niveau de production, taux de charge....)
Constats : L'exploitant a indiqué ne pas effectuer de mesures de ses rejets atmosphériques
Observations : En étudiant les FDS de l'exploitant, il ressort que les rejets atmosphériques sont susceptibles de contenir du formaldéhyde, du phénol. La valeur de la concentration en COV à respecter est donc de 20 mgN/m ³ .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : cessation d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2007, article 1.4.5
Thème(s) : Risques chroniques, sites et sols pollués
Prescription contrôlée : En cas de cessation d'activité, l'exploitant devra satisfaire aux dispositions des articles 34-1 à 34-3 du décret 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.
Constats : L'exploitant avait notifié sa cessation d'activité en joignant un positionnement vis-à-vis des rubriques ICPE qui le conduisait à être en dessous des seuils. Comme indiqué dans le constat n°1, ce positionnement ne tenait pas compte du classement au titre de la rubrique 2940-2. Son activité relève dorénavant d'un classement au titre de l'enregistrement. Il est attendu que l'exploitant se positionne par rapport aux prescriptions de l'arrêté du 12/05/20 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2940 (Application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc., sur support quelconque) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Il ne peut donc donner suite à la notification de cessation d'activité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 6 mois